

# Le Nord-Kivu a vécu un Noël sanglant

Au total, 35 civils ont été tués au Nord-Kivu pendant le week-end de Noël, dont au moins 22 morts dans le territoire de Beni. Le massacre est imputé par les autorités aux « rebelles » de l'ADF, des milices ougandaises musulmanes.

À chaque fois, le mode opératoire est le même. Les victimes sont tuées à l'arme blanche, couteaux ou machettes.

Voici vingt ans que des massacres sont perpétrés dans la région. Le gouvernement congolais et les casques bleus (Monusco) s'avèrent incapables de protéger la popula-

tion locale et d'identifier les auteurs de ces crimes, présentés comme des « rebelles » ADF. L'explication peine de plus en plus à convaincre.

Ces massacres ont eu lieu alors que la RDC est sous haute tension. Le président Joseph Kabila ne s'est toujours pas exprimé sur son intention de quitter le pouvoir, alors que son mandat est expiré. Les négociations entre le pouvoir et l'opposition ont été suspendues pendant la période de Noël. Les pourparlers sont bloqués sur la désignation du Premier ministre de transition.

## «Les habitants de Kinshasa n'ont pas fêté Noël cette année»

**Les négociations entre le pouvoir et l'opposition sont suspendues pour Noël. Mais personne n'a le cœur à la fête au Congo, alors que les massacres se poursuivent dans l'est du pays.**

VINCENT GEORIS

Le Congo retient son souffle en attendant l'issue des négociations entre la majorité et l'opposition, sous la médiation de l'Eglise. Les parties se disent proches d'un accord, mais il reste des divergences sur le futur Premier ministre.

Dans l'est du pays, la situation dégenère. Au moins 35 civils ont été massacrés pendant le week-end de Noël, la plupart à l'arme blanche, lors d'attaques de villages.

*«Les habitants de Kinshasa n'ont pas fêté Noël cette année. C'est une crise terrible. Les gens veulent mettre fin à la crise, d'une manière ou d'une autre, dit le député Francis Kalombo, un ancien membre de la majorité opposé à Kabila. Si l'Eglise arrête les négociations, ça va exploser. Les gens n'attendent que ça.»*

### Corruption au sein du clan Kabila

L'affaire des détournements de fonds de la Commission électorale indépendante (CNI), chargée d'organiser les élections, alimente la vindicte populaire. Fin octobre, le Soir révélait la «disparition» d'une partie des 60 millions de dollars versés par le gouvernement congolais à la CNI via la BGF Bank de Kinshasa. Cette

banque, détenue par la sœur de Joseph Kabila, aurait maquillé des opérations portant sur de dizaines de millions de dollars censés financer les élections, mais détournés au profit de proches de Kabila. «La population congolaise attend que la CNI soit sanctionnée», indique Francis Kalombo.

Tous les regards sont tournés vers les négociations. Interrompues samedi soir pour la trêve de Noël, elles reprendront jeudi. Les pourparlers sont bloqués sur l'organisation de la période de transition précédant les élections prévues fin 2017.

*«Le Premier ministre de transition doit venir de l'opposition. Mais Joseph Kabila veut maintenir son nouveau Premier ministre Samy Badibanga»,*

ajoute le député. Samy Badibanga, un ancien proche de l'opposant Etienne Tshisekedi, a rejoint les rangs kabiliens.

Le Rassemblement, qui regroupe la plupart des partis d'opposition, reproche aussi au président de la RDC d'empêcher le retour au pays de Moïse Katumbi, le seul candidat susceptible de le battre. Cet ex-gouverneur du Katanga a été condamné dans le cadre d'une affaire immobilière. Ancien soutien du président Kabila, cet homme d'affaires richissime avait déclaré que «2016 serait une année d'alternance» pour le Congo. Sa condamnation, qualifiée d'*harcèlement judiciaire* par l'opposition, l'a conduit sur le chemin de l'exil. «Le clan Kabila fait tout pour empêcher Moïse Katumbi de revenir. Ils savent qu'il peut le battre», précise Francis Kalombo.

### **Noël sanglant au Nord-Kivu**

Dans ce climat délétère, les massacres continuent dans l'est du Congo. Au moins 35 civils ont été tués durant le week-end de Noël dans le Nord-Kivu.

Treize civils hutus ont été tués dimanche par une milice d'ethnie Nande, des Mai-Mai Mazembe, dans le village de Nyanzale. Trois assaillants auraient été abattus lors de l'intervention de l'armée congolaise. Les Nande se considèrent comme des autochtones de la région, alors que les Hutus, rwandophones, sont considérés comme des étrangers.

Par ailleurs, une milice des Forces démocratiques alliées (ADF), des soldats ougandais musulmans, a massacré 22 personnes à la machette et au couteau à Erigenti, sur le territoire de Beni. Les tueries dans cette

région ont fait plus de 700 morts depuis octobre.

Une partie de l'opposition n'hésite pas à accuser le régime de ne pas protéger la population. «Voilà un pouvoir qui déploie des forces de sécurité à Kinshasa pour se protéger, mais qui, en même temps, laisse la population se faire massacrer dans l'est du pays», dénonce Francis Kalombo.

L'armée affirme pourtant avoir repoussé une autre attaque de l'ADF et tué dix militaires burundais entrés sur le territoire de la RDC à la poursuite de rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL).